

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !



N°65 Décembre 2022
Fondée le 1^{er} mai 1968
Relancée en 2010

La Cause du peuple

causedupeuple.org

JOURNAL PROLÉTAIRE, ANTI-IMPÉRIALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE

LUTTER DEVIENT VITAL

PORTONS HAUT

LA CAUSE DU PEUPLE !

FEMMES EN LUTTE
Iran: la propagande impérialiste en dépit de la révolte féministe
P.4

LUTTE DES CLASSES
Caen : Victoire pour les grévistes de Domidom !
P.18

INTERNATIONAL
Campagne internationale contre l'utilisation d'armes chimiques par l'armée turque
P.9



EN UNE

Notre média a organisé le lancement de ses Comités Locaux à la fin de l'année 2022 pour répondre au besoin d'être toujours plus présent auprès des masses. Notre rôle est d'organiser les luttes, de lier les situations locales et de mobiliser nos lectrices et nos lecteurs pour la révolution. Voir plus p.16

ÉDITO

Portons haut la Cause du Peuple !

Chères lectrices, chers lecteurs,

Les raisons de se révolter se multiplient en France. Nous sommes toutes et tous témoins des prix à la pompe et au supermarché. Avec le froid qui est désormais là, l'énergie et le chauffage sont dans toutes les têtes. C'est bien normal : on nous prépare à la crise depuis des mois !

Vos difficultés, vos soucis du quotidien, vos fins de mois difficiles, tout cela n'est pas le problème de quelques uns ! C'est le destin de toute notre classe, de toutes celles et tous ceux dans ce pays qui travaillent, galèrent, et recommencent le mois suivant. Cet automne, les mobilisations, les grèves, le ras-le-bol, nous rappellent que nous appartenons au même camp, celui des exploité.e.s.

Le gouvernement de Macron, meilleur représentant de la bourgeoisie, nous conseille de « faire attention à notre consommation d'électricité ». Pourquoi, alors, donne-t-il de l'argent aux grands groupes impérialistes au même moment ? C'est la même soupe qu'on nous redonne à manger infiniment : il faut qu'on se serre la ceinture pour qu'ils puissent se gaver !

Il peut être tentant, dans ces moments de crise, de se replier sur ses propres problèmes, de serrer les dents et baisser la tête face au ticket de caisse trop cher, à l'énième insulte du petit chef au boulot, ou la CAF, Pôle Emploi et

autres qui nous envoient balader. Mais on ne gagnera rien en nous résignant !

Nous, à la Cause du Peuple, nous pensons qu'au contraire, l'augmentation de l'oppression appelle une augmentation de la résistance ! Comme au Royaume-Uni avec les grèves des factures, au Liban où les actions contre les banques se multiplient, ou bien la multiplication des mouvements de grèves à travers le monde. Nous avons de brillants exemples présents et passés !

C'est pourquoi, pour celles et ceux qui veulent lutter, combattre pour leurs droits, nous avons entamé la création de comités locaux de la Cause du Peuple. Assez de se faire marcher sur les pieds car on est tout seul et désorganisé ! Assez de l'isolement ! Mettons en avant nos luttes, médiatisons-les, et ouvrons la voie à la révolution dans ce pays !

Ces comités ne sont pas seulement là pour diffuser un journal, ils sont là pour permettre à la Cause du Peuple de nous organiser, d'être présents partout où les masses sont présentes : usines, quartiers, centre commerciaux, piquets de grève. Nous ne serons pas « à côté » de la lutte de classes, mais dans son cœur battant et combattant.

Portons haut la Cause du Peuple !

Vous pouvez nous contacter à l'adresse mail suivante : causedupeuple@protonmail.com

SOMMAIRE

- 3 Brèves de luttes
- 4 Femmes en lutte
- 6 Brèves internationales
- 8 Coupe du monde 2022 au Qatar : Comble de la corruption impérialiste
- 9 Campagne internationale contre l'utilisation d'armes chimiques par l'armée turque
- 10 Gazoducs : la crise énergétique en Europe est le terrain de jeu des impérialistes
- 12 Qu'est-ce que les superprofits ? L'arnaque de la taxation.
- 14 La révolution au secours de la vie sur Terre : tour d'horizon de la guerre populaire et de l'écologie
- 16 Retour sur le week-end de travail de La Cause du Peuple
- 17 Rennes : Justice pour Babacar !
- 18 Caen : Victoire pour les grévistes de Domidom !
- 19 Mexique : manifestations en réponse à l'attaque d'un commandé armé sur des militants
- 20 Jeux

la Cause du peuple

est un journal prolétaire, anti-impérialiste et révolutionnaire.

Il est le travail de tous ses contributeurs et contributrices, pilotés par le Comité de rédaction du journal, joignable sur Twitter et Instagram (@Cause_du_Peuple). et par mail : causedupeuple@protonmail.com

La Cause du Peuple est vendue à prix libre.

1 SNCF : MOUVEMENT DE GRÈVE NATIONAL

Un mois de grève s'annonce à la SNCF. Alors que les Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) approchent, les syndicats combattifs de la SNCF appellent à faire grève pour réclamer des hausses de salaires, de meilleures conditions de travail et des recrutements. Elle commence dès le début de décembre. Le mercredi 7 décembre lors de l'ouverture des NAO, tous les syndicats ont appelés à la mobilisation de tous les agents.

2 GRÈVE NATIONALE À SANOFI

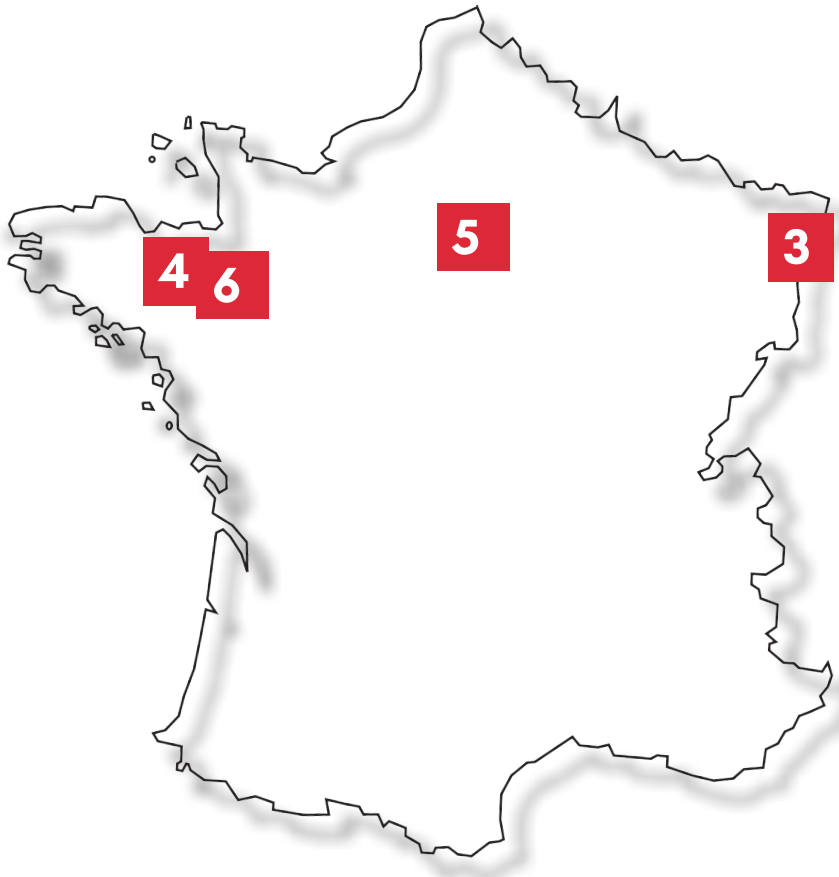
Alors que les NAO sont arrivés, les syndicats ont demandé une augmentation de tous les salaires indexée sur l'inflation (6,5%), l'entreprise leur a proposé uniquement 3 % ! Les actionnaires eux ont eu le droit à 16 % d'augmentation pour leurs dividendes. Les syndicats ont donc décidé la grève le 23 novembre. Au début 4 sites uniquement participaient au mouvement, mais maintenant ce sont 14 usines en France, dont certaines sont en situation de blocage. Les travailleurs et travailleuses de Sanofi sont déterminés et ont reconduit la grève, ils demandent maintenant une augmentation de 10 % !

3 SCHILTIGHEIM : FERMETURE DE LA BRASSERIE HEINEKEN

Le 15 novembre, le groupe néerlandais a décidé la fermeture de la Brasserie de l'Espérance, située dans la banlieue de Strasbourg, entraînant le blocage de l'usine par un piquet de grève. Le groupe justifie la suppression des 220 postes par ses mauvais résultats de l'année 2020 à cause du Covid et ce malgré les 3 535 000 € de bénéfices de l'année 2021 (Heineken n'ayant perdu que 204 000 € en 2020). En effet nous savons très bien que la propriétaire, Charlene de Carvalho-Heineken, 121ème fortune mondiale avec ses 16 milliards de dollars, ne peut rien faire face à de telles pertes.. !

4 RENNES : GRÈVES DANS LES CLINIQUES

Deux mouvements de grève ont eu lieu à Rennes dans les cliniques de la Sagesse et Saint-Grégoire. À la Sagesse, depuis le mois d'Octobre, la CFDT mène une lutte pour demander un taux horaire au même niveau que celui de la fonction publique pour les infirmières, aides-soignants et employés administratifs, qui gagnent parfois moins que le SMIC. À Saint-Grégoire, les syndicats sont aussi mobilisés pour la hausse des salaires mais se battent surtout contre la réorganisation de leurs hôpitaux qui fera qu'un binôme s'occupera de 15 patients, contre 10 auparavant.



5 GENNEVILLIERS : VICTOIRE DES GRÉVISTES À GEODIS

Les salariés de l'entreprise de logistique Geodis de Gennevilliers ont obtenu la victoire après un mois de grève. Dans un centre où tous les manutentionnaires sont à peine 1 300€ même en travaillant de nuit, la colère a éclaté quand des fiches de paie de cadres de l'entreprise touchant 25 000€ ont été révélées, ainsi que des primes allant jusqu'à 300 000€ pour plusieurs dirigeants, liés aux profits records de l'entreprise en 2021. Ça ne pouvait plus durer ! Trimer comme ça pour une misère quand on se gave sur notre dos c'est indigne !

6 RENNES : L'USINE DE TRAITEMENT DES EAUX DE LA BEURADE, USINE INDIGNE !

Autrefois dans les villages l'eau, c'était le puits, l'eau y était gratuite. Maintenant l'eau a beau être vitale, elle est payante. Et polluée, c'est pourquoi il y a des usines d'épuration. Il s'y passe parfois des choses assez injustes, comme au site de la Beurade, juste à côté des Étangs d'Apigné dans l'agglomération rennaise. A Rennes le privé a la mainmise sur ce secteur. Il rémunère mal, de manière inégalitaire. Pourtant les cadences sont dures, le travail augmente. Mais les salaires restent bas. À cause des primes qui sont payées moitié moins dans le privé que dans le secteur public pour un poste similaire. L'eau, ce bien de la communauté humaine est spoliée par de monstrueux capitalistes. Donc si la présidence de Rennes Métropole se dit de gauche qu'elle le fasse :

- soit elle engage ces agents sous l'étiquette de la Communauté de Communes,
- soit elle rémunère de façon égalitaire ses agents.

À travail égal salaire égal!

Iran: la propagande impérialiste en dépit de la révolte féministe

Depuis le 16 septembre 2022, en réaction au meurtre de Mahsa Amini par la police des mœurs iranienne, le pays connaît un large mouvement de protestation mené par les femmes. Ces manifestations, initialement portées sur des revendications anti-théocratiques ont rapidement évoluées pour réunir le peuple iranien contre la politique du pouvoir iranien, dénonçant le manque de libertés fondamentales, la situation économique et l'inflation. Pourtant, dans les pays impérialistes, ces mobilisations féministes et sociales sont récupérées de toutes parts pour servir les intérêts politiques et économiques des puissances réactionnaires et bourgeoises.

«Jin, Jiyan, Azadî!» est le slogan féministe que scandent les femmes iraniennes depuis des semaines («Femme, Vie, Liberté» en kurde). Au cœur de leur indignation, le meurtre brutal de la jeune kurde Mahsa Amini, détenue par «la police des mœurs» iranienne, pour ne pas avoir respectée les règles du port du hijab (obligatoire) imposées par la théocratie. Cette police est chargée de contrôler les tenues et les comportements des femmes iraniennes et de les sanctionner en cas de non-respect des codes de l'Etat. Depuis l'élection de Raïssi, qui représentait la branche la plus réactionnaire de la dictature, ces lois se sont durcies et permettent à la milice de déchaîner sa violence. Celle-ci, additionnée à celle d'un contexte politico-économique qui a donné naissance à plusieurs mouvements de grèves

les semaines précédentes le meurtre de Mahsa Amini, ont fait implorer la colère du peuple iranien. En plus du caractère clairement patriarcal de la politique du pouvoir iranienne, son caractère ethno religieux est également pointé du doigt. Le statut de kurde sunnite de Mahsa Amini, dont le véritable nom kurde est Jîna, met en lumière cette facette du pouvoir iranien et permet une alliance entre tous les opposants à ce pouvoir, en particulier les minorités ethniques et religieuses que sont les turcs, les arabes et les baloutches, fortement réprimés dans le pays. Les travailleurs ont également amplifié le mouvement, en organisant des grèves dans plusieurs secteurs de l'économie iranienne. Ainsi, de nombreux appels à la grève nationale, en soutien au mouvement des femmes mais également portant des revendications en propre ont été largement suivis. Le mouvement réunit en son sein des revendications féministes, anti-impérialistes et de classe, tout en subissant une répression intense de la part de l'appareil étatique. Une répression et des revendications qui provoquent l'émoi au niveau international.

Pendant que les meurtres de femmes se multiplient en Iran, au niveau international, la mobilisation offre l'opportunité aux impérialistes d'avancer leur pions. Ainsi, aux Etats-Unis (où les relations avec l'Iran se sont

encore tendues compte tenu des relations russo-iraniennes et de la guerre en Ukraine) l'on nous présente dans tous les médias Masih Alinejad, une journaliste et militante iranienne qui dirigerait la mobilisation depuis les Etats-Unis. Ce que les journalistes et les politiques américains manquent de mentionner, c'est

Le mouvement réunit en son sein des revendications féministes, anti-impérialistes et de classe

que Alinejad était une employée du gouvernement Trump et que son discours se fait l'écho de celui des intérêts étatsuniens¹. Elle

est pourtant invitée par les chefs d'Etat du monde entier, dont Emmanuel Macron² et est présentée comme un relai crédible des revendications du peuple iranien alors qu'elle appelle (avec grand succès) à renforcer les sanctions économiques à l'encontre de l'Iran. Ces sanctions aggravent la situation économique et l'inflation en Iran, au cœur des préoccupations des manifestants et des

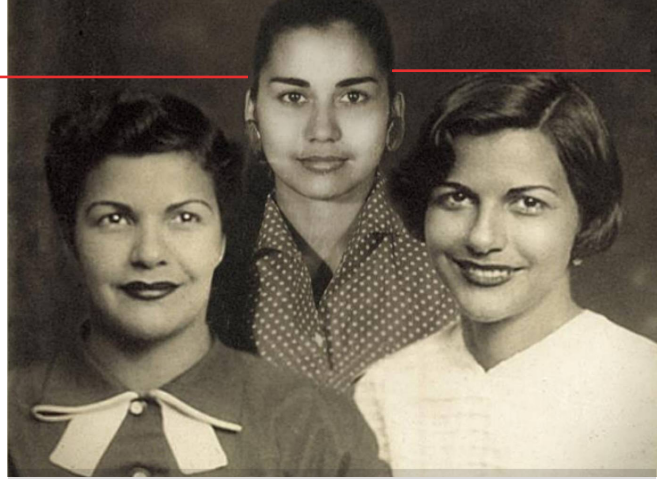
¹ Eli Clifton, « U.S. Media Outlets Fail to Disclose U.S. Government Ties of "Iranian Journalist" Echoing Trump Talking Points », Responsible Statecraft, 6 janvier 2020, <https://responsiblestatecraft.org/2020/01/06/u-s-media-outlets-fail-to-disclose-u-s-government-ties-of-iranian-journalist-echoing-trump-talking-points/>.
² « Emmanuel Macron a rencontré plusieurs dissidentes iraniennes », consulté le 13 novembre 2022, https://www.lemonde.fr/international/article/2022/11/12/emmanuel-macron-a-rencontre-plusieurs-dissidentes-iraniennes_6149535_3210.html.

grévistas. Elle promeut également le régime impérial du Shah, renversé par la révolution de 1978, en s'affichant régulièrement portant l'emblème impérial du lion. La propagande impérialiste va même plus loin, profitant de la mobilisation pour mettre en avant le fils du Shah, Reza Pahlavi, le présentant comme le « prince héritier » porteur d'un discours sans aucun doute progressiste. Dans le jeu impérialiste, il semblerait qu'une dictature féodale vaille mieux qu'une dictature islamique.

En France, un autre discours a émergé, qui analyse la mobilisation féministe comme une confirmation des biais racistes et réactionnaires de notre bourgeoisie. Ainsi, des fascistes identitaires aux laïcards de la gauche de gouvernement, l'on nous annonce avec joie que la mobilisation féministe des femmes en Iran démontre la pertinence du racisme que subissent les femmes musulmanes en France depuis plusieurs années. Alors que l'islamophobie sert de base à la montée du fascisme en France, les Iraniennes qui brûlent leurs voiles ne brûleraient pas le symbole patriarcal et théocratique, mais bien un symbole civilisationnel qui prouve la supériorité de la pensée occidentale. D'Eric Zemmour à Laurence Rossignol, en passant par Raphaël Enthoven, tous expriment le même discours dans le fond : celui d'une hiérarchie raciale et sociale où les «les civilisations orientales» (et ceux qui y sont associés en France, c'est à dire les arabes) seraient les uniques tenant des violences patriarcales, inscrites dans leur ADN. Un discours ouvertement essentialiste et raciste qui se déguise en féminisme et en profite au passage pour soutenir l'oppression des femmes voilées en France. Pourtant, nos fascistes d'ici et les fascistes d'Iran ont le même projet: celui d'une nation ethno religieuse, où le contrôle sur le corps des femmes et des minorités ethniques est institutionnalisé et où les travailleurs sont opprimés et exploités au profit de la bourgeoisie nationale. Loin de construire une solidarité internationale concrète, la bourgeoisie impérialiste utilise le combat des femmes iraniennes tantôt pour justifier l'ingérence politique, tantôt pour mettre en avant sa propre vision d'un «féminisme» ethnocentré et identitaire.

En attendant, les vies iraniennes comptent peu.

De gauche à droite : Patria, María Teresa et Minerva Mirabal, assassinées le 25 novembre 1960 sur les ordres du dictateur dominicain Trujillo.



25 novembre : un symbole pour les femmes en lutte

La date de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes commémore un triple féminicide méconnu. Patria, Minerva et María Teresa Mirabal ont été assassinées le 25 novembre 1960, en République dominicaine. Leur mort a été maquillée en accident de la route. C'était pourtant un assassinat politique ordonné par le dictateur Trujillo.

Le crime des sœurs Mirabal est double : ce sont des femmes qui ont résisté. En 1949, Trujillo rencontre à plusieurs reprises Minerva Mirabal lors d'évènements en l'honneur du dictateur. Il la trouve belle et la veut pour lui, mais Minerva fréquente un jeune homme, Pericles Franco, futur fondateur du Parti Socialiste Populaire. Trujillo, qui a pris le pouvoir en 1930 par un coup d'État, est soutenu par les États-Unis dans sa politique anticommuniste, nationaliste, conservatrice et raciste. Les refus répétés de Minerva sont pour lui un affront. Son père, puis elle et ses sœurs, sont enfermés et violemment interrogés sur leurs liens avec le Parti Socialiste Populaire. Les persécutions à leur égard continuent mais cela ne les décourage pas. Minerva et son mari fondent le Mouvement révolutionnaire du 14 juin, un groupe de guérilla anti-Trujillo, proche du marxisme-léninisme. Beaucoup de membres, dont les sœurs, sont emprisonnés. Elles sont finalement relâchées et rendent souvent visite à leurs maris à la prison de Puerto Plata. Les services secrets militaires de Trujillo profitent d'un de ces trajets : le 25 novembre 1960, les sœurs Mirabal quittent Puerto Plata en voiture. Elles sont arrêtées par un véhicule à coups de rafales de balles. Amenées loin de la route, dans un endroit discret, elles sont assassinées à la machette. Leurs cadavres sont replacés dans la jeep qui les transporte, puis jetés du haut d'un précipice.

Luttes internationales du prolétariat et des peuples opprimés

1 CHINE

Le mouvement de protestation contre les mesures anti-Covid s'est étendu fin novembre à l'ensemble de la Chine. Des milliers de gens se mobilisent à travers le pays dans les rues, malgré les interdictions de manifestations. Des slogans maoïstes attaquent le Parti communiste chinois et son numéro un, Xi Jinping, dénonçant les mesures du gouvernement fasciste chinois. Les manifestants chantent l'Internationale, brandissent des portraits de Mao, et affrontent la police chinoise. Plus d'une cinquantaine d'universités se sont également mobilisées. C'est la première rébellion nationale depuis les révoltes de 1989.

2 TURQUIE

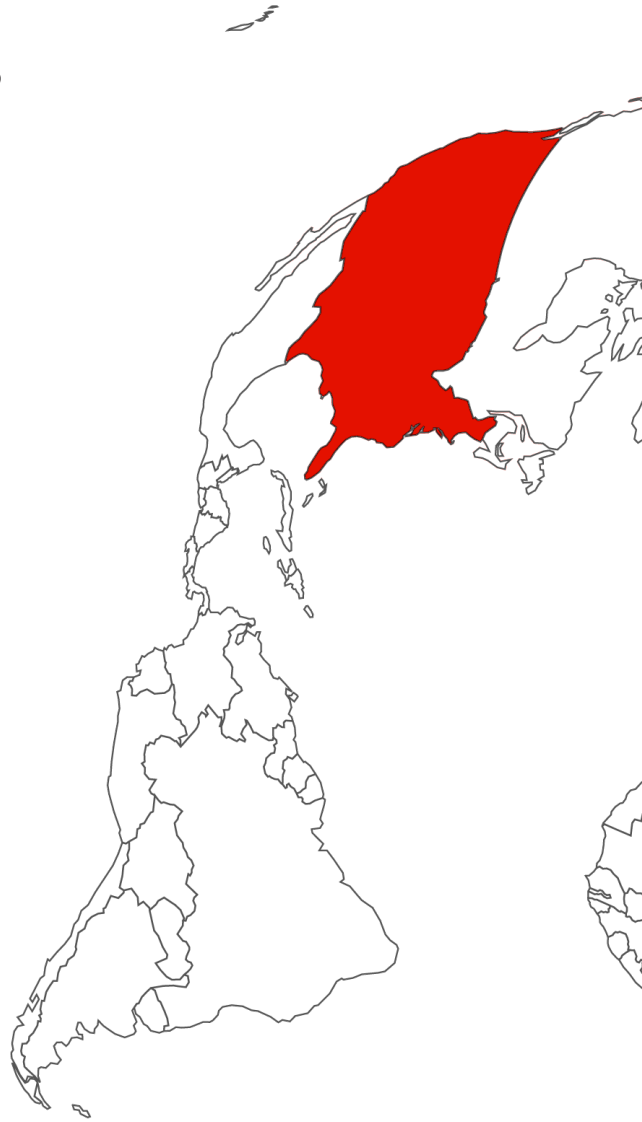
Le 20 novembre, l'état fasciste turc a lancé des dizaines de frappes aérienne contre les régions contrôlées par les forces kurdes, au nord de la Syrie, tuant plusieurs personnes. Ces agissements sont prétextés comme action anti-terroriste en réponse à l'explosion du 13 novembre à Istanbul. L'état turc accuse le PKK et les Forces Démocratiques Syriennes de cette explosion. Ceci a été réfuté par les deux organisations. Beaucoup d'éléments laissent penser que l'état turc serait impliqué dans la mise en scène de cette attaque, pour pousser à la réactionnarisation de l'opinion publique et justifier ses politiques d'agression contre le Kurdistan, à l'aube des élections en Turquie.

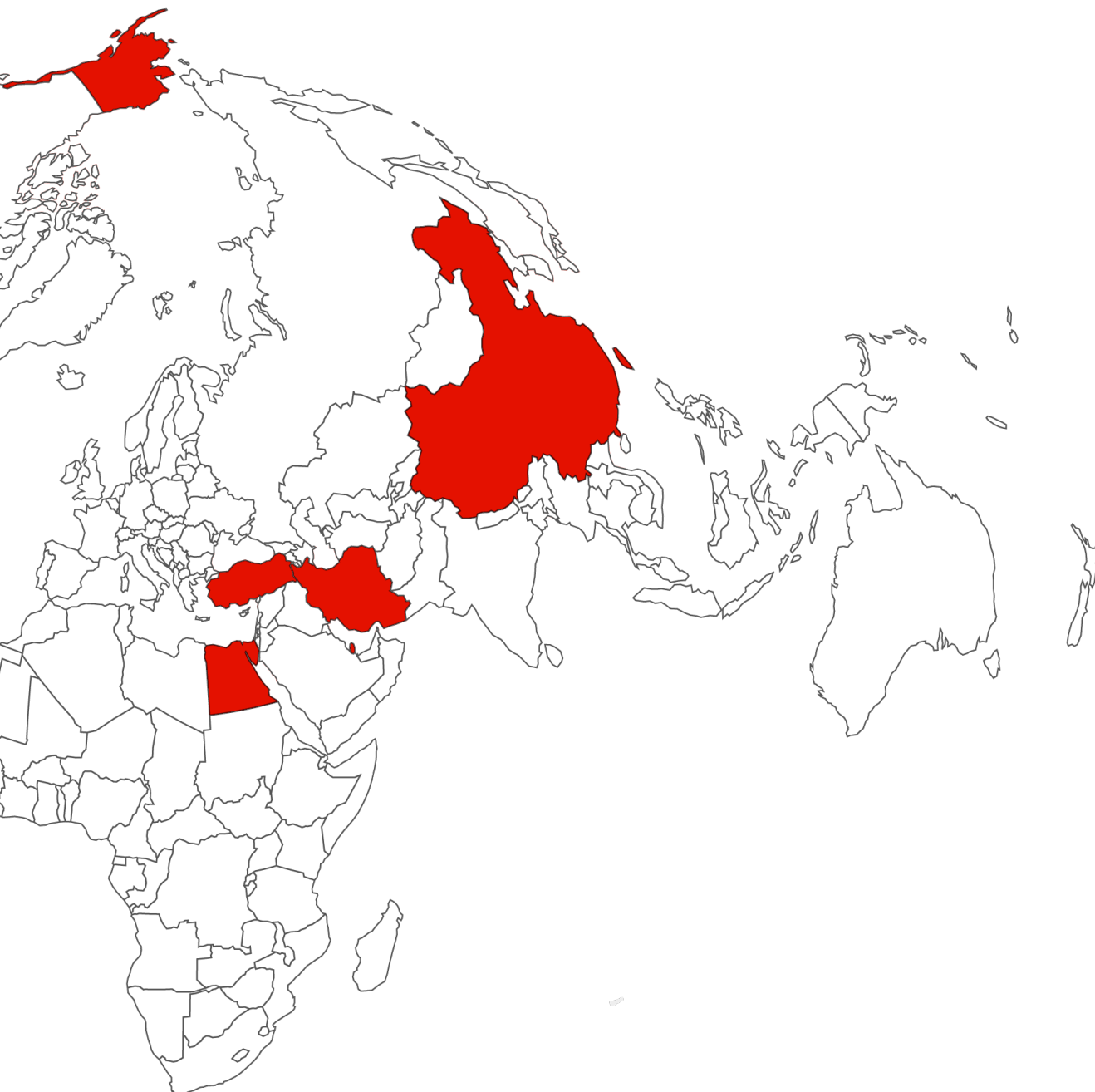
3 EGYPTE

La COP27 s'est achevée en Égypte le 20 novembre. Des centaines de délégués étaient présents pour discuter de l'urgence des mesures internationales à prendre pour freiner le réchauffement climatique. L'arrivée de 36 jets privés à l'aéroport de Sharm-el-Sheikh montre à quel point ils avaient à cœur l'écologie... Durant la conférence, des centaines de scientifiques et militants écologistes ont protesté contre la lenteur et l'inefficacité des mesures climatiques de l'ONU. Les manifestants réclamaient notamment une amende pour les états impérialistes responsables de l'exploitation naturelle et la dégradation de l'environnement dans les pays opprimés. Cette manifestation est une première en Égypte, où les protestations sont interdites, et fait suite à une vague d'arrestations injustes de militants écologistes avant le début de la COP27. Dénonçons la mascarade de la COP27 et sa soumission aux intérêts capitalistes !

4 ETATS-UNIS

« The Red Cup Rebellion » ou « La Rébellion du Goblet Rouge » : c'est le nom de la journée de grève annoncée dans des dizaines de filières de l'entreprise Starbucks aux États-Unis. Elle fait référence aux gobelets rouges spécialement conçus pour la période des fêtes. Partout dans le pays, des centaines de travailleurs de Starbucks ont organisé des piquets de grève pour dénoncer les mesures antisyndicales de l'entreprise et le refus de celle-ci d'augmenter les salaires.





5 QATAR

La Coupe du Monde s'est déroulée au Qatar sous les torrents de critiques et les appels au boycott. Entre la corruption de la FIFA, les stades construits sur le sang de 6 500 ouvriers immigrés morts dans les chantiers de la Coupe, et les politiques répressives contre les personnes LGBTI au Qatar, les fans de football critiquent massivement cette compétition. Les politiciens font toutes les pirouettes intellectuelles possibles pour pousser leur agenda sur la Coupe, tantôt en prétextant la dépolitisation du sport, tantôt en manipulant des causes humanitaires pour leurs intérêts. C'est amusant de voir les politiciens brandir un prétendu football sans politique pendant que la Coupe du Monde sert d'arène pour beaucoup de prises de positions dans les tensions entre états. Même si les chiffres du boycott ne sont pas impressionnants, la Coupe ne génère pas l'enthousiasme et l'engouement habituel des fans. Que l'on suive ou non les matchs, les célébrations gardent un goût amer.

6 IRAN

Les manifestations contre le régime iranien continuent. La répression policière augmente de jour en jour, les arrestations se multiplient et la violence en prison également. Des milliers de jeunes, notamment des femmes, dénoncent des agressions sexuelles et des viols en prison par les policiers. Chez les manifestants, on compte des centaines d'éborgnés par des balles en caoutchouc et en métal tirées par la police. Malgré la répression, les Iraniens continuent à lutter courageusement. Le 18 novembre une vidéo montrant des manifestants incendiant la maison d'enfance de l'Ayatollah Khomeini a circulé sur les réseaux. C'est un acte sans précédent depuis la révolution islamique en Iran. En solidarité avec le mouvement de masse et les familles des victimes de la répression du régime, les footballeurs de l'équipe d'Iran ont refusé de chanter l'hymne national à la Coupe du Monde.

Coupe du monde 2022 au Qatar : Comble de la corruption impérialiste



Le 20 novembre dernier, s'ouvrait au Qatar la coupe du monde de football édition 2022. Cet événement sportif est particulièrement décrié, pour les conditions de travail esclavagistes des ouvriers chargés de construire les stades, plus de 6.500 d'entre eux étant décédés des conditions de travail et de vie abjectes imposées par la bourgeoisie Qatarie pour la livraison de leur projet. A cela, il faut ajouter l'absurdité de créer des stades climatisés en plein désert, de vols navettes avec les pays voisins pour permettre aux supporters de se rendre aux matchs, le tout dans un contexte de crise écologique où l'on nous prône l'austérité énergétique.

Les problèmes liés à l'organisation d'un tel événement au Qatar étaient prévisibles, comment se fait-il alors que la coupe du monde de football lui ait été attribuée en 2010 ? Il semblerait que la bourgeoisie Française ait participé à l'attribution du plus grand événement footballistique de l'année à la monarchie Qatarie, à travers notamment des personnages

comme Bernard-Henri Lévy, Carla Bruni-Sarkozy et Michel Platini, alors vice président de la FIFA et président de l'UEFA, qui aurait touché 9 millions d'euros pour participer à l'attribution de la coupe à l'émirat (le média Blast a publié plusieurs articles détaillant leurs implications dans ces affaires). Mais l'implication de la bourgeoisie française dans les horreurs de la coupe du monde ne s'arrête pas à l'attribution, de nombreuses entreprises voient ici une possibilité de conquérir un nouveau marché dans lequel les droits des travailleurs sont inexistantes et les profits pour la bourgeoisie faramineux. L'entreprise Vinci à par exemple, par le biais de sous-traitants qataris, utilise des esclaves pour la construction des infrastructures de l'événement, maximisant ainsi ses profits grâce au non respect de la dignité humaine permise par le Qatar. La filiale Vinci Constructions Grand Projets a d'ailleurs été convoqué par la justice française mercredi 9 novembre en vue d'une éventuelle mise en examen par rapport aux conditions de travail sur les chan-

tiers, une affaire à suivre donc.

Tout dans cette coupe du monde est fait pour servir les intérêts de la bourgeoisie, notamment française, à travers des fonctionnements mafieux et une exploitation éhontée d'un prolétariat bien souvent immigré et maintenu de force dans la servitude jusqu'à ce que mort s'en suive. On voit fleurir de nombreuses campagnes appelant au boycott de la compétition, contre les exactions que subissent les esclaves pour la construction des infrastructures pour cet événement, contre cette absurdité dans la lutte contre le réchauffement climatique, il faut se joindre à ces efforts mais garder en tête qu'à travers le Qatar, ce sont les bourgeoisies des pays impérialistes qui défendent leurs intérêts, et qu'il convient aussi de les tenir pour responsables du désastre humain qu'est la coupe du monde de football 2022.

Campagne internationale contre l'utilisation d'armes chimiques par l'armée turque

Ce texte est une traduction du site demvolkedienenen.org.

Depuis avril de cette année, le vieil État turc a entrepris une invasion des zones frontalières du nord de l'Irak. Depuis l'invasion en avril 2022, selon les informations publiées par les activistes kurdes, il y a eu une utilisation accrue

et intensive d'armes chimiques. Rien qu'entre avril et octobre de cette année, des bombes et des armes chimiques interdites auraient été utilisées 2467 fois. Parmi elles, selon des sources kurdes, du chlore de classe militaire ainsi que des bombes aérosol et au phosphore auraient été tirés sur des positions kurdes.

Les coups portés par les forces armées réactionnaires turques sont dirigés contre les guérillas, notamment le PKK, qui est présent dans ces régions. Afin de dénoncer ce type de guerre violant le droit international et utilisant des armes chimiques contre des unités de guérilla dans un autre pays, différentes actions sont actuellement menées en Europe, sous l'impulsion des forces kurdes mais aussi révolutionnaires de Turquie/Nord-Kurdistan.

Dans le cadre d'une campagne du Partizan, des actions coordonnées sous le slogan "Nous appelons à la lutte contre l'attaque à l'arme chimique de l'Etat fasciste turc contre la guérilla" ont été menées dans un rapide enchaînement en Europe. Pour cela, des actions ont eu lieu à Zurich (Suisse), Liège (Belgique), Innsbruck et Linz (Autriche), Reims (France) et plus encore.

Le 22 octobre, plusieurs centaines de personnes ont manifesté à La Haye (Pays-Bas), devant la Cour pénale internationale pour les criminels de guerre, contre l'invasion du nord de l'Irak et l'utilisation d'armes chimiques. Les militants ont porté une banderole dénonçant le silence de l'"Organisation pour l'interdiction des armes chimiques" et les crimes du vieil État turc et représentant les portraits des combattants kurdes tombés au combat. La campagne de lutte contre les crimes actuels de l'État turc a également trouvé un écho au camp de jeunes de l'ATIGF. Ici, une banderole dénonçant les crimes de guerre turcs actuels et passés a été fabriquée et brandie par les jeunes.



Gazoducs : la crise énergétique en Europe est le terrain de jeu des impérialistes

Vous avez sûrement entendu le mot « gazoduc » dans l'actualité ces derniers temps. Un gazoduc est une série de tubes de métal par lequel on peut transporter le gaz naturel, une ressource très utilisée pour produire de l'énergie. En fait, c'est même la troisième ressource énergétique mondiale !

Les pays de l'Union Européenne, notamment l'Allemagne, les Pays-Bas ou l'Italie, sont fortement dépendants de cette ressource. Les principales réserves de gaz se trouvent en Russie. Vous voyez venir le problème ? Depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022, les puissances impérialistes d'Europe, comme la France, l'Allemagne ou l'Italie, s'opposent à l'impérialisme russe à cause de la guerre.

Nord Stream : les montagnes russes jusqu'à la chute

Alors, immédiatement, la question du gaz russe s'est posée : la Macédoine, la Finlande, l'Allemagne, l'Italie, et même la France, importent une grande partie de leur gaz de Russie. En septembre, le monopole russe Gazprom a annoncé que le grand gazoduc « Nord Stream 1 » qui relie la Russie à l'Allemagne, ne fonctionnerait plus sans date de reprise. Un autre gazoduc d'importance, « Nord Stream 2 » devait être construit et est finalement abandonné en mars 2022.

Le même mois, deux fuites ont lieu sur Nord Stream 1 et Nord Stream 2. Des dizaines de milliers de tonnes de gaz bouillonnent jusqu'à la surface de la mer : des explosifs ont servi à détruire des tronçons entiers des gazoducs.

C'est une énorme fuite, seule une

opération de sabotage de grande ampleur peut causer de tels dégâts. Le 18 novembre, cette théorie est confirmée par une enquête menée en Suède qui a découvert des restes d'explosifs.

C'est la stupeur mondiale : les Ukrainiens accusent les Russes, les Russes les USA... En février 2022, Joe Biden, le chef de l'impérialisme états-unien, avait effectivement dit « si la Russie envahit [...] l'Ukraine [...] alors il n'y aura plus de (gazoduc) Nord Stream 2. Nous y mettrons fin. [...] Je vous le promets, nous serons en mesure de le faire ».

Pourquoi ces projets étaient-ils si importants ? Et pourquoi tant d'opposition des américains ?

Nord Stream est un projet vieux de 25 ans, et le premier gazoduc (sur deux) fonctionnait depuis 2012. L'entreprise qui le finançait était détenue par du capital russe, allemand, néerlandais et français. Le chancelier allemand Schröder est même engagé par Gazprom après avoir terminé son mandat pour diriger le projet.

Dès le début du projet, les américains ont tenté de l'empêcher d'aboutir. Pourquoi ? Tout simplement car ce marché stratégique sur le plan de l'énergie entre les puissances européennes et les russes allait contre les intérêts de Washington. Trump, alors président, avait dit que les gazoducs russes rendaient l'Allemagne « prisonnière » de la Russie. Pas étonnant, quand on sait que l'Allemagne a des contrats pour du gaz naturel avec... les États-Unis !

Après avoir pensé résoudre tous leurs problèmes d'énergie avec Nord Stream,

les impérialistes européens ont vécu de vraies montagnes russes. En quelques mois seulement, avec l'invasion en Ukraine, des milliards d'euros d'investissement et 25 ans de planification sont, littéralement, partis en fumée dans la mer Baltique !

Les nouvelles routes du gaz : les impérialistes européens se divisent, la crise s'installe

Maintenant que nous avons vu que les espoirs de gaz russe en Europe ne sont plus réalistes à cause des tensions entre impérialistes, une question se pose : d'où vient alors le gaz que nous consommons en ce moment ?

C'est la Norvège et les États-Unis qui en profitent, en augmentant les prix ! Les USA ont même retiré leur soutien à des projets de gazoduc en méditerranée, qu'ils soutenaient financièrement, pour profiter de cette nouvelle part du gâteau.

Face à cette situation, il faut aller chercher de nouveaux partenaires qui seraient prêts à vendre pour moins cher. Dans ce contexte, 18 des 27 pays de l'UE ont signé un contrat de gaz cette année, et l'Italie et l'Allemagne en ont signé respectivement 12 et 8, des chiffres impressionnants ! La Commission Européenne elle-même est responsable de 9 contrats. Cela montre l'importance stratégique de la question du gaz sur notre continent.

Cet été, Macron est allé chercher le gaz en Algérie, tout comme l'Italie. L'Espagne



la crise. L'exemple du gaz démontre que nos sociétés impérialistes sont construites sur l'exploitation des ressources naturelles des pays du Tiers-Monde et sur des routes commerciales tenues par les grandes puissances. Le prix de leur guerre économique ne sera pas payé à Bruxelles, à Berlin ou à Paris par les dirigeants bourgeois. C'est encore et toujours nous, prolétaires et gens du peuple, qui serons les dindons de la farce. N'attendons pas que les prix flambent, attaquons leur manège insupportable !

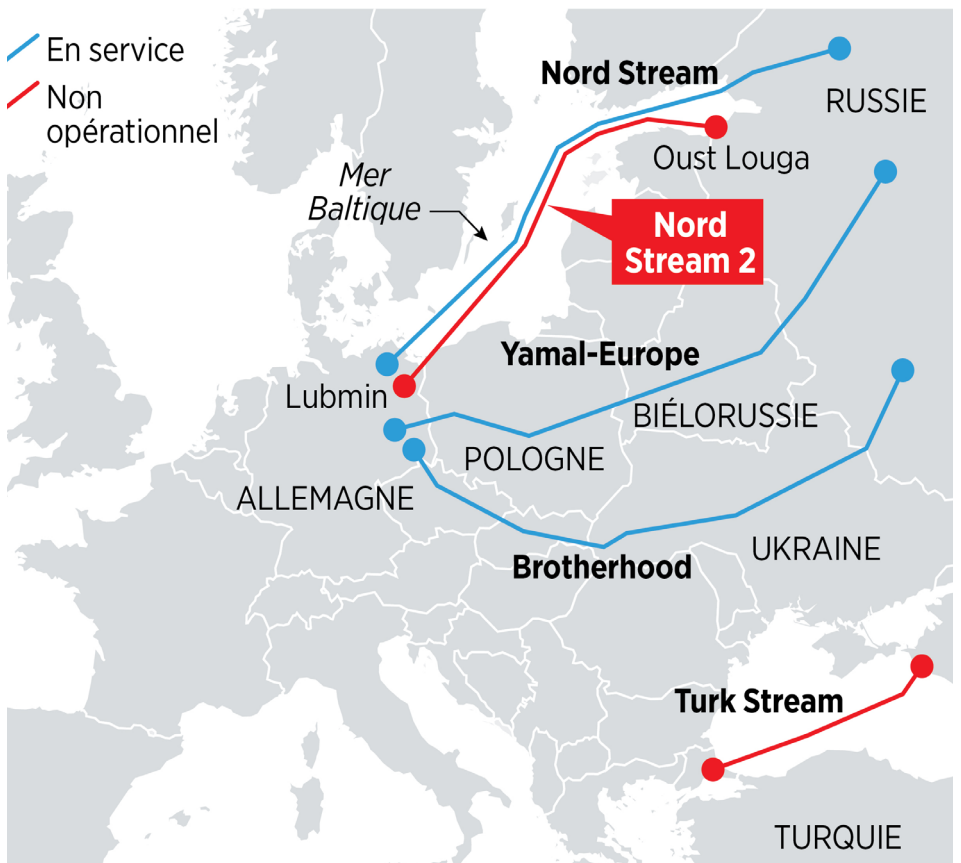
coopère
a v e c
la France pour
augmenter ses exportations. L'UE a signé un deal avec l'Azerbaïdjan, dont elle avait pourtant condamné les atteintes aux droits de l'homme. Quelle hypocrisie ! Surtout que l'Azerbaïdjan profite depuis peu de nouveaux investissements russes dans le gaz, ce qui fait grincer les dents en Europe !

Les différentes puissances impérialistes en Europe rentrent en concurrence les unes avec les autres à cause de cette situation. Chacun veut son gaz pour l'hiver. Les voisins de l'Allemagne se demandent si Berlin acceptera de « partager » son gaz, ou gardera ses précieuses ressources. A Prague, en République Tchèque, une manifestation anti-gouvernement a demandé d'ignorer les sanctions européennes et d'acheter du gaz russe, sans lequel le pays ne peut pas tourner.

En UE, les négociations pour un prix maximum du gaz sont tendues. La Commission s'oppose à la Belgique, l'Espagne, l'Italie... L'impérialisme français, dépendant du nucléaire et moins du gaz que les autres, profite de cet avantage. Un nouveau meeting d'urgence sur l'énergie est prévu pour résoudre cette délicate situation.

Bref, pendant que les impérialistes courent comme des poulets sans tête à la recherche du marché idéal, le froid s'installe, et avec lui,

Les principaux gazoducs entre la Russie et l'Europe



Qu'est-ce que les superprofits ? L'arnaque de la taxation.

Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine et la hausse mondiale de l'inflation, le phénomène des « superprofits » se voit de plus en plus médiatisé et mis en avant par les groupes parlementaires d'opposition, du RN aux partis de la NUPES. Même au sein de la majorité, cette hausse des profits en fait réagir certains, qui se disent prêts à envisager une taxation spéciale depuis septembre, alors que le gouvernement arrose sans cesse les entreprises depuis la crise du COVID, en plus des milliards d'exonérations de taxes et de cotisations et autres crédits publics octroyés depuis le quinquennat Hollande. Alors que la santé, l'éducation, la poste, les transports collectifs, EHPAD et autres services publics semblent manquer de tout, il pourrait en effet sembler être du bon sens de leur faire enfin mettre la main à la poche pour « rééquilibrer » la balance.

Inflation, « superprofits » et impérialisme

L'inflation signifie que la valeur de la monnaie

baisse et que les prix augmentent : le « pouvoir d'achat » diminue. En période d'inflation, la stagnation des salaires signifie donc en réalité une baisse de ces derniers. C'est un moyen pour la bourgeoisie d'augmenter l'exploitation, de faire supporter la hausse des coûts aux masses et de continuer à tirer des profits élevés sur le dos de la classe ouvrière. Nous vivons aujourd'hui dans ce que l'on appelle le « stade ultime » du capitalisme, depuis le début du XXème siècle. Cela signifie que les grandes puissances se sont partagées le monde et que les monopoles économiques (Total, Bouygues, LVMH, Renault, etc.) luttent pour les ressources avec les monopoles des autres puissances, accentuant la tendance à la guerre pour le repartage des zones d'intérêts (ce à quoi on assiste aujourd'hui en Ukraine, les monopoles russes cherchant à reconquérir

les ressources du pays par la guerre, face aux monopoles occidentaux). C'est ce qu'on appelle l'impérialisme.

Dans le système impérialiste, les Etats ne sont plus principalement des entités politiques,

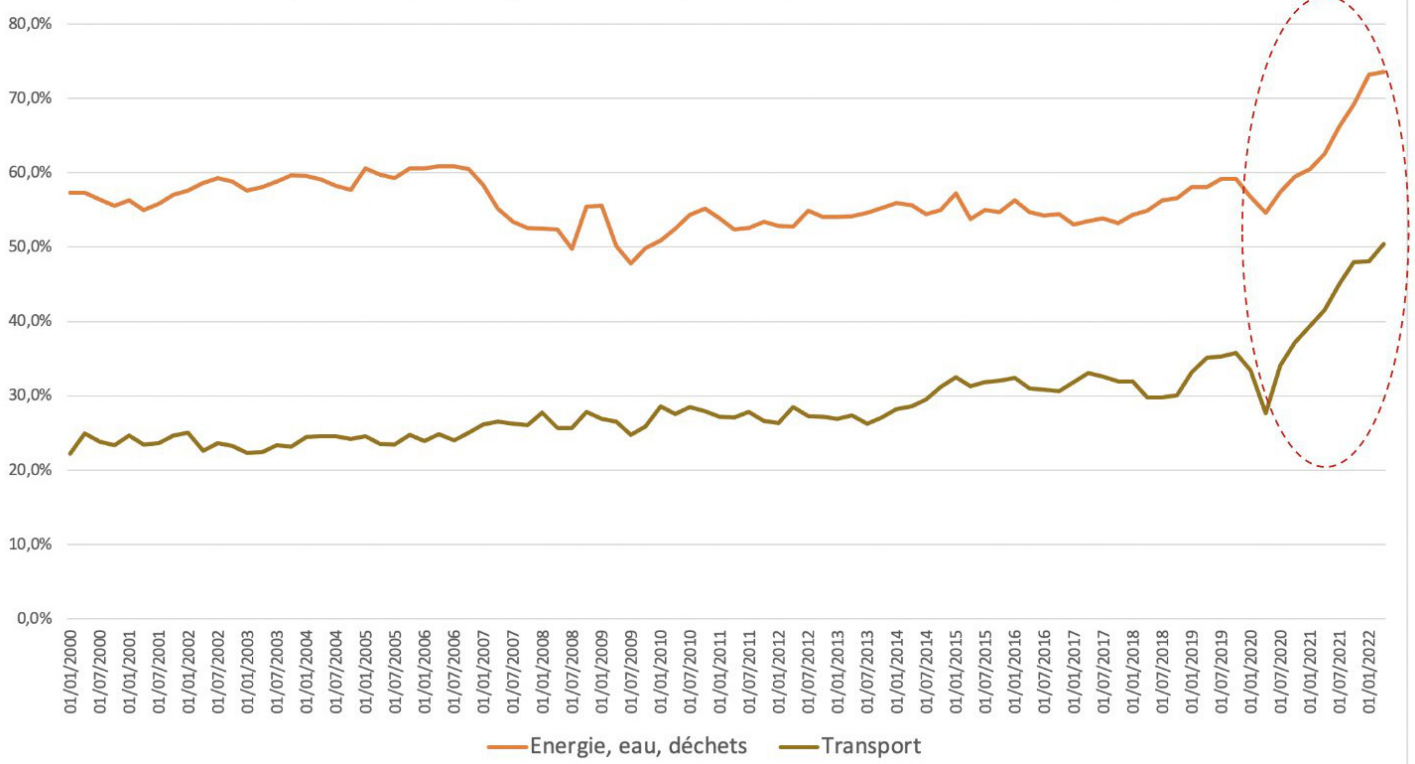
Ainsi, les puissances dominantes (impérialistes) basent leur niveau de vie sur l'exploitation des ressources des nations opprimées.

mais deviennent principalement des entités économiques, relais des intérêts monopolistes que représentent les grands groupes. Ainsi, les puissances dominantes (impérialistes)

basent leur niveau de vie sur l'exploitation des ressources des nations opprimées. Ceci est possible grâce à ce que l'on appelle des « surprofits », qui permet à la bourgeoisie de nos pays d'acheter en quelque sorte la paix sociale en permettant des conditions de travail et de vie significativement ou relativement meilleures chez nous que dans des pays dominés, comme le Mali ou l'Ukraine. Aujourd'hui,

Evolution du taux de marge des entreprises dans les secteurs Transports et Energie/Eau/Déchets

(Excédent brut total rapporté à la valeur ajoutée totale du secteur, données INSEE 2022)





l'impérialisme est dans une phase de crise particulièrement avancée où les relations entre les différentes alliances impérialistes a tendance à se détériorer, exacerbant les contradictions entre ces puissances d'une part, et entre elles et les pays opprimés d'autre part. C'est ce que l'on observe dans les jeux de rapports de force dans le Sahel par exemple, avec le départ forcé des forces françaises au bénéfice de milices russes, ou encore dans la Révolte au Sri Lanka contre la classe politique vendue aux intérêts impérialistes depuis des années. Les « superprofits » sont donc une continuité directe de cette crise, suivant le phénomène mondial de l'inflation, faisant croître brutalement les surprofits initiaux des grands groupes.

Lutte pour les salaires ou pour la taxation des profits ?

Au mois d'octobre, les grèves prennent de l'ampleur dans plusieurs secteurs en France, raffineries en tête, pour exiger une augmentation des salaires suivant l'inflation (entre 7% et 10%). La NUPES, empêtrée dans

son crétinisme parlementaire, continue de mettre l'accent sur la nécessité d'une « taxe sur les superprofits » dans leurs bavardages à l'Assemblée avec la majorité et le RN, loin des enjeux de la lutte de terrain. On assiste alors à une contradiction intéressante entre les revendication des travailleurs portant sur les salaires, au moyens de la grève générale pour le 18 novembre, et celles de la « gauche » parlementaire, portant sur les « superprofits », avec une marche le 16 novembre. Finalement, une taxe sur les « superdividendes » portée par le MODEM est votée, avec le soutien de la NUPES et du RN. Celle-ci limite la distribution de dividendes, avec une « majoration temporaire » à 35 % (+5 points) du prélèvement sur les dividendes distribués ou les rachats d'actions, quand les revenus de l'entreprise « supérieurs de 20 % à la moyenne des revenus distribués entre 2017 et 2021 ». Le gouvernement ne voulant rien savoir, les lois sur le budget sont adoptés à marche forcée, parfois sans amendements ni votes du parlement.

Non seulement le gain serait dérisoire, mais cet argumentaire simpliste masque l'intérêt

politique de cette taxe. Après une taxe, à qui revient l'argent ? Les parlementaires NUPES peuvent crier victoire, ils ne font que confirmer leur nature de serviteur de l'état bourgeois. Cet argent ne reviendra pas aux travailleurs du pays, il sera naturellement intégré au budget de l'Etat. Celui-là même qui restaure en ce moment les capacités militaires du pays pour se préparer à la guerre, ou qui consacre l'équivalent d'un tiers de son budget (160 milliards) à l'aide aux entreprises. La taxe des grands groupes va donc revenir... aux grands groupes. Ici, l'Etat est dans son rôle : il sert de régulateur pour la bourgeoisie impérialiste, à « privatiser les profits et nationaliser les pertes », c'est-à-dire faire reposer sur les contribuables les secteurs nécessaires à la vie du pays mais pas assez rentables pour être soutenus pas un groupe. Se battre pour la taxation des profits dans un pays capitaliste est donc un non-sens, là où la lutte pour les salaires est au contraire pleine de bon sens, permettant de remporter directement plus de part dans les fruits de notre production.

La révolution au secours de la vie sur Terre : tour d'horizon de la guerre populaire et de l'écologie

Il plane dans les pays impérialistes un sentiment général de désespoir. A première vue, ce sentiment peut paraître justifié. Tendance accélérée à la guerre, au fascisme, à la destruction des conquits sociaux, notre époque est aussi celle de la crise climatique. Ce constat plonge beaucoup dans un nihilisme destructeur, à quoi bon tenter de faire la révolution, puisque le réchauffement climatique et ses conséquences nous tueront tous ? A ce nihilisme, nous répondons que la lutte ne fait que commencer, et pour cause. Dans plusieurs pays du Tiers-Monde, la révolution prend à bras le corps cette question, consciente que seul le socialisme peut prévenir l'extinction de la vie sur Terre.

La question de l'environnement est essentielle pour les révolutionnaires. Dans les pays qui voient actuellement le développement de la guerre populaire sur leur sol, comme en Inde et aux Philippines, mais aussi dans ceux où elle est actuellement en préparation, au Brésil notamment, elle est d'autant plus pressante que les pays du Tiers-Monde subissent de plein fouet la crise climatique, et concentrent en leur sein une bien plus grande étendue d'espaces naturels de grande importance que dans nos pays impérialistes. Impossible donc pour ces guerres populaires de faire l'impasse sur cette question.

Commençons par l'Inde. Si l'Inde n'est qu'à la 110ème place de pays le plus boisé du monde, 23 % de son territoire le plus important est un vaste ensemble de forêts. Au sein de ces forêts, aux côtés d'une grande variété de plantes, d'arbres et d'espèces animales de toutes sortes, prospère la révolution indienne, plus grande menace intérieure du vieil Etat indien. Dans ces zones de l'Inde centrale, les problématiques environnementales se lient à



▲ Aux Philippines, la NPA ne laisse aucun répit aux projets impérialistes. Ici, les restes de l'équipement criminel de Platinum Groups Metals Corporations, retardant les projets miniers et faisant perdre aux compradores des centaines de millions de pesos

la lutte des peuples indigènes, des paysans pauvres et des basses castes contre les projets impérialistes. Depuis des décennies, la bourgeoisie comprador indienne cherche à exploiter ce sol, car riches en minerais, qu'elle pourrait par la suite exporter. Ces projets d'extraction ont des conséquences désastreuses. Ces mégaprojets nécessitent une destruction accrue de l'environnement, impliquant la destruction de milliers d'hectares de forêt et de régions fluviales, entraînant ainsi la disparition programmée de milliers d'espèce animales et végétales, en plus de violer l'habitat traditionnel de nombreuses populations locales, illégalement expulsées et placées dans des campements aux conditions de vie indécentes. Les gaz qui émanent des explosions dans les mines, les gaz toxiques des industries lourdes et la pollution des hauts fourneaux, tous ensemble, intensifient de jour en jour la pollution atmosphérique. L'eau des rivières est aussi sévèrement polluée, empêchant toute consommation et emploi agricole par l'homme, et faisant baisser tragiquement la faune aquatique. La pollution des eaux fluviales devient globale

dans cette énorme région de l'Inde, et brise le destin de beaucoup de communautés tribales et d'espèce vivantes. Tous ces problèmes ont des conséquences sur la santé du peuple. Maladies de la peau, cardiaques, surdité, accouchements prématurés, empoisonnements au gaz, la liste est longue et s'ajoute aux nombreux crimes déjà commis par les impérialistes étrangers, agissant par le biais des compradores indiens. La construction de barrages obsolètes dès leur construction a aussi des conséquences épouvantables. En mars 2020, le barrage de Polavaram a causé la noyade de 250 villages, et la disparition sous les eaux de milliers d'hectares de forêts. Les conséquences à long terme sont inquiétantes, car le phénomène de déforestation et de pollution des sols de ces zones forestières va entraîner la baisse des niveaux de pluie dans ces zones dépendant fortement de la mousson pour toutes formes d'activités agricoles. Cela n'arrêtera pas les grands groupes industriels indiens, qui comptent bien persister dans leur exploitation criminelle de ces mines pour le simple profit.

Ces nombreux et graves problèmes sont

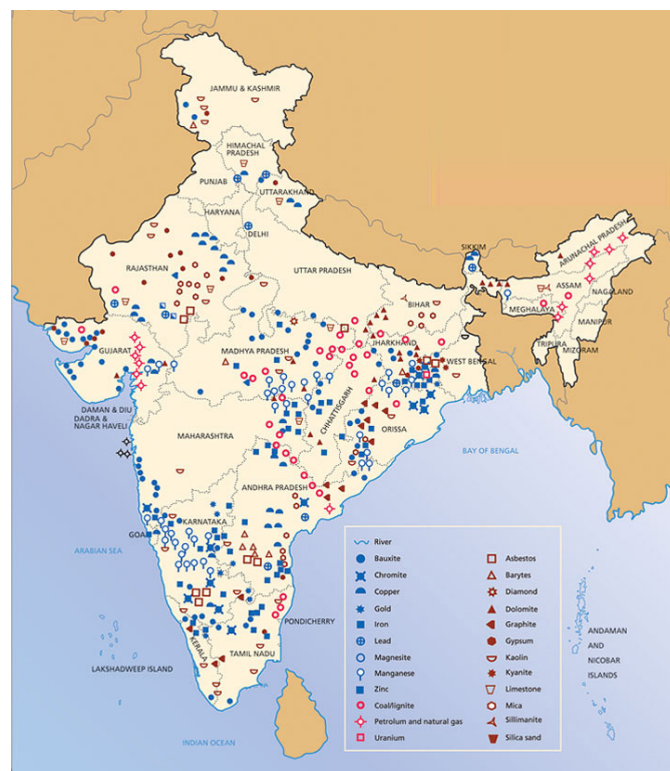
au centre de la révolution indienne. Agissant notamment au sein des populations tribales, le Parti Communiste d'Inde (maoïste) attaque sans relâche ces projets miniers, au cœur des problématiques du pays. Selon lui et à raison, le nœud du problème est l'impérialisme, qui saigne le pays et ses ressources naturelles à blanc, au mépris total de l'intérêt général. Une grande partie des actions armées de la PLGA (Armée Populaire de Guérilla de Libération) est menée contre ces sites d'extraction, incendiant leurs matériels et rendant leurs conditions d'exploitation impossibles. En conséquence, la destruction des forêts est rendue plus ardue, expliquant le grand nombre de forces de répression envoyée pour mater, en vain, le mouvement révolutionnaire. Sur le plan politique, le Parti et son front uni lutte aux côtés des populations tribales, les éduquent sur les manigances du vieil Etat indien et de ses alliés, et sur la nécessité de rejoindre la révolution démocratique. L'impérialisme pousse l'Inde à exploiter son sol d'une manière totalement contraire à ses intérêts. Au lieu de se concentrer sur le développement national, de permettre à l'ensemble de sa population de vivre dans la dignité et le respect, la bourgeoisie corrompue exploite uniquement les régions où de la matière première peut être exportée après extraction. De tout cela ressort une Inde sous-développée, dépendante de l'impérialisme pour sa survie, détruisant son propre environnement au détriment de sa propre population. Les visées des révolutionnaires indiens sur ces questions sont donc claires. En menant la révolution de Nouvelle Démocratie, l'exploitation du territoire national se fera de manière plus raisonnée, tout simplement parce qu'elle se fera en fonction des intérêts de tous, et dans le respect de la biosphère. La cause des maux environnementaux de l'Inde vient d'une exploitation déraisonnée, un pillage accéléré de la terre et de l'eau qui ne peut avoir aucune répercussion positive à long terme, si ce n'est que pour une fraction infime de la population. L'Inde n'est pas un pays pauvre condamné au cataclysme écologique, mais un pays de gens pauvres dirigé par une classe suicidaire malgré elle. Les ressources abondent, mais sont mal exploitées. Avec la planification, permettant un usage raisonné du sol et des ressources en général, le nouvel Etat indien de Nouvelle Démocratie en formation pourrait non seulement nourrir tout le peuple à sa faim (l'Inde dispose de 1 million de km² de terres arables, soit le tiers du territoire national),

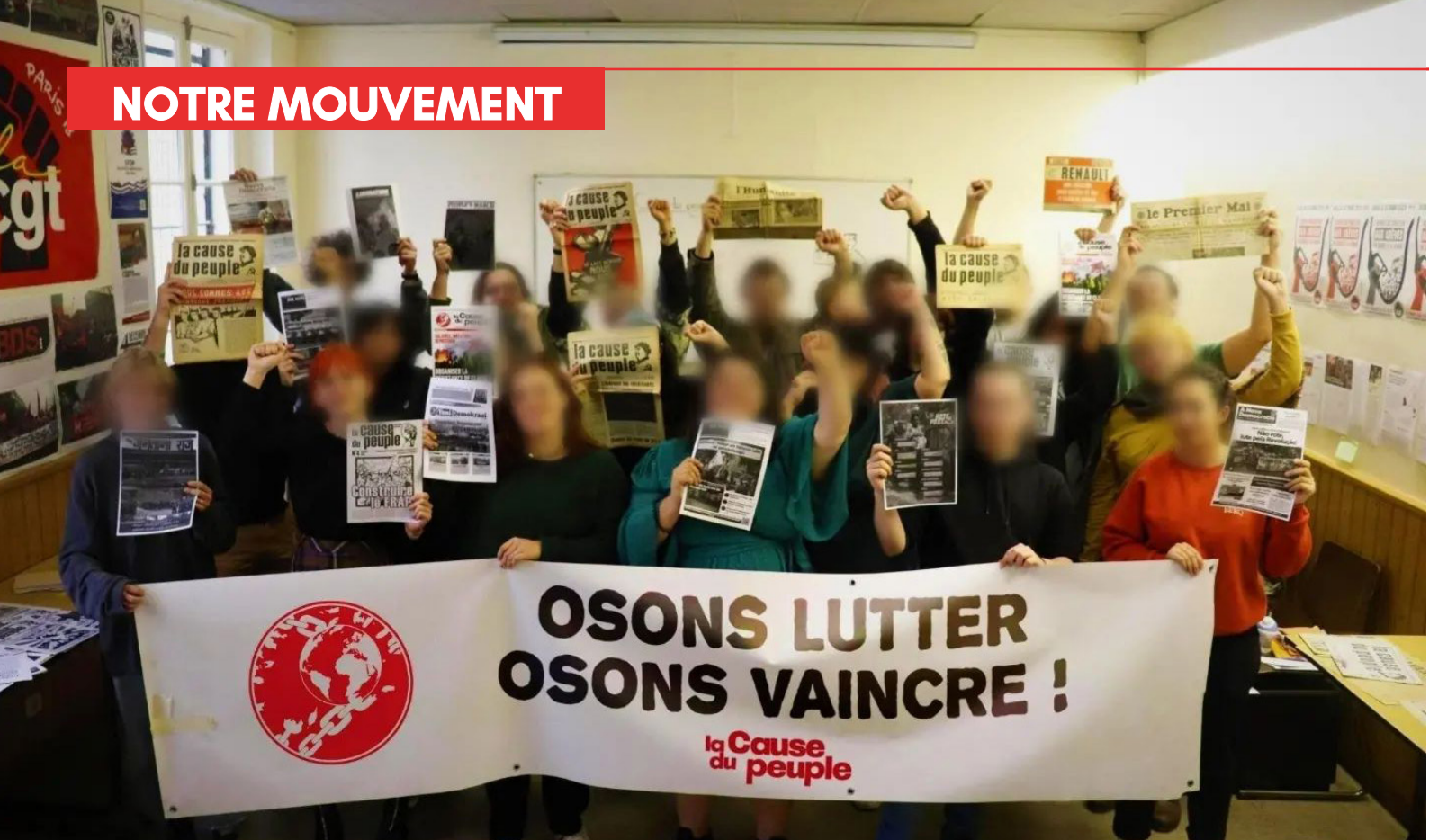
mais pourrait aussi préserver de manière non négligeable les forêts de mousson tant menacées par l'exploitation minière, saignée sur l'autel de la division international du travail (phénomène entraînant la spécialisation des pays du Tiers-Monde à la seule exportation de matières premières, et leur dépendance économique vis-à-vis des pays impérialistes pour se fournir des produits manufacturés plus complexes).

Dans le cas des Philippines, la situation est très similaire. L'Asie du Sud-Est est particulièrement menacée par le réchauffement climatique, et ce pour les mêmes raisons qu'en Inde. Les Philippines sont majoritairement un pays rural, avec beaucoup de ressources naturelles sur son sol. L'île de Mindanao, troisième grande île principale de l'archipel et bastion de la révolution aux Philippines, est particulièrement touchée par ces grands projets. Tout d'abord, il y a eu la dénudation des forêts due à l'abattage sauvage, puis le monopole foncier et la destruction complète de vastes étendues de terres pour les plantations de monocultures, et maintenant la destruction complète et l'épuisement des terres minérales par l'exploitation minière à grande échelle. Tout cela a entraîné des catastrophes périodiques aux effets désastreux pour Mindanao. Tout cela provoque de l'érosion, des glissements de terrain et de l'envasement, empoisonne et pollue les ressources terrestres, atmosphériques, aquatiques et marines, le tout au détriment complet des paysans pauvres et des peuples indigènes. L'Etat bourgeois peut compter sur ses soutiens impérialistes à l'étranger, et sur une cohorte de médias serviles qui vont vanter continuellement les bienfaits de ces projets. Mais la présence de la NPA (New People's Army), rend la tâche difficile aux réactionnaires philippins. Comme en Inde, les révolutionnaires attaquent continuellement ces grands groupes, et les poussent continuellement à la retraite. Pour les révolutionnaires, punir ceux qui empoisonnent la terre et pillent le peuple est

un devoir moral, tant et si bien que de nombreux sites d'extraction minier se transforment en des zones de combat acharnés. Dans les îles Negros, au nord de Mindanao, et donc dans le sud de l'archipel, le site de Sipalay, géré par le groupe PHILEX Mining Corporations, est surmilitarisé, appuyé par l'armée philippine qui échoue continuellement à mettre en déroute la NPA. Cette militarisation n'est pas étonnante, la destruction de l'environnement doit continuer, même si celle-ci nécessite la force explicite des fusils. Là encore, l'armée coopère avec les grands groupes industriels, chargés de détruire l'environnement au bénéfice des impérialistes étrangers. Pourtant, la guerre populaire avance, se saisit de ces questions qui sont obligatoires dans ce pays et dans tant d'autres.

Retrouver la suite de cet article sur causedupeuple.org





Retour sur le week-end de travail de La Cause du Peuple

Au mois de Novembre, notre rédaction a organisé un week-end de travail qui s'est conclu par une présentation de notre action à des militantes et militants qui avaient fait le déplacement de plusieurs villes de France.

Cet événement réussi nous a permis de partager l'histoire de notre média ainsi que sa ligne éditoriale, son lien avec les journaux révolutionnaires, et démocratiques selon les contextes, du monde entier. Dans une atmosphère de camaraderie, des ateliers ont eu lieu, ainsi qu'un repas préparé par nos

équipes.

L'expérience de nos camarades a pu être partagée, comme par exemple dans le travail en usine dans le Nord de la France, ou encore le travail de quartier. La Cause du Peuple appelle ses lectrices et ses lecteurs à écrire dans nos colonnes, et ce week-end a également encouragé davantage de personnes à le faire.



Nous avons annoncé la création de nos comités locaux, qui serviront à diffuser le journal, mais surtout à s'organiser et lutter ensemble dans nos lieux de vie et de travail ! Nous vous invitons à nous contacter pour vous intéresser à cette initiative.

Nous avons fini l'événement en brandissant une banderole et un grand nombre de journaux : de vieux numéros de *L'Humanité*, de *La Cause du Peuple* ou encore des journaux révolutionnaires du monde entier comme *A Nova Democracia* (Brésil), *Yeni Demokrasi* (Turquie) ou *Rote Fahne* (Autriche).



Rennes : Justice pour Babacar !

« On marche pour un, on marche pour tous ! », un des slogans entendus samedi 3 décembre dans le quartier de Maurepas à Rennes. Comme chaque année début décembre s'est tenue la marche commémorative pour Babacar Gueye, assassiné par la police dans la nuit du 2 au 3 décembre 2015, ainsi que pour les autres victimes de violences policières. A l'origine de ce rassemblement on trouve Awa Gueye, la sœur de Babacar, et les familles des nombreuses victimes de la police. Chaque année alors que la liste des victimes s'allonge, le silence face aux demandes des familles se fait plus retentissant, on n'entend plus alors que les slogans : « JUSTICE POUR BABACAR ! » ; « FLICS, VIOLEURS, ASSASSINS ! »

Comment un homme peut-il être tué par la police quand ce sont les pompiers qui sont appelés au secours ? Comment une société peut-elle exister quand on en tue ses membres les plus fragiles et vulnérables ?

Babacar était sénégalais et il n'avait pas ses papiers. Des personnes sans papiers qui

meurent en se jetant par la fenêtre pour fuir la police, qui n'en a jamais entendu parler ? Les policiers, Babacar les connaissait, car dans ce monde où la police peut tuer en toute impunité, les sans-papiers sont aussi traqués.

Cette nuit du 2 au 3 décembre 2015, Babacar angoissait. Il angoissait et ce sont les policiers qu'il a vus. Comment aurait-il pu se calmer ?

Ils lui ont tiré dessus au taser, mais le taser n'a pas marché. Il lui ont crié de lâcher son petit couteau de table qu'il utilisait peu de temps avant pour se scarifier l'abdomen. Mais encore fallait-il qu'il comprenne ce qui était en train de se passer.

Il faisait nuit et ils étaient 8, 4 de la BAC et 4 de la police nationale. Ils ne l'ont pas aidé et ils l'ont tué. Les pompiers ne sont pas intervenus, ils n'en ont pas eu le temps car il avait déjà reçu une puis quatre balles dans le corps. Deux mortelles.

Une fois de plus, les policiers ont fait corps.

Ils ont plaidé la légitime défense, leur seule défense face à ce crime ignoble. Comment en aurait-il pu être autrement dans cette longue série de crimes racistes et psychophobes ?

Puis ils ont porté plainte contre lui pour tentative de meurtre. Des histoires horribles comme celle de Babacar, il y a en a des dizaines.

Babacar agonisait dans la cage d'escalier et ils l'ont menotté. Laissé sur le sol un temps qu'on ne connaît pas. Une demi-heure, une heure, peut-être deux. Nous ne savons pas car nous n'y étions pas, mais leurs histoires on les connaît, et on n'y croit pas.

Il était seul et il avait peur, personne de ceux qu'il aimait n'était là pour l'accompagner dans son dernier souffle.

C'était à Maurepas à Rennes à 4h du matin, quand tout le monde était endormi.



Caen : Victoire pour les grévistes de Domidom !

Ce Vendredi 02 Décembre, après 45 jours de grève, les salariées de l'agence d'aide à domicile Domidom ont obtenu la satisfaction de l'ensemble de leurs revendications.

C'est après de nombreux échanges sur leurs mauvaises conditions de travail qu'elles ont décidé d'unir leurs forces pour faire changer les choses et d'entrer en grève pour la première fois de leur vie. La grève avait commencé le 18 Octobre dernier, déterminée à vaincre, elles ont commencé sans syndicat au début, avant de rejoindre la CGT. « On est un petit groupe de petites bonnes femmes qui a commencé avec un marqueur noir et un drap blanc » nous disait leur porte-parole Angelika Osmane au rassemblement organisé devant le MEDEF lors de la journée de grève du 10 Novembre dernier. Isolées les unes des autres dans le quotidien de leur travail, elles n'avaient que trop rarement l'occasion de se voir, c'est sur le piquet de grève qu'elles ont pu apprendre à se connaître et même tisser une véritable amitié. Le récit de leur lutte fait parfaitement écho aux paroles de l'Hymne des Femmes

*« Reconnaissons-nous les femmes
Parlons-nous, regardons-nous
Ensemble, on nous opprime, les femmes
Ensemble, révoltons-nous ».*

Et leur révolte exemplaire a fini par payer ! À 8 courageuses, elles ont obtenues la satisfaction de toutes leurs revendications qui va bénéficier à l'ensemble des 900 salarié.e.s de Domidom :

- Augmentation de leurs salaires de 9%
- Augmentation de l'indemnité kilométrique de 14 centimes (passant de 0.31 à 0.45 € du km).
- Obtention de la prise en charge patronale de la cotisation Prévoyance à hauteur de 50 % minimum.
- Obtention de la mise en place d'un panier repas.

Des victoires conséquentes et légitimes pour ces femmes qui servent le peuple en exerçant un métier essentiel, mais dans des conditions



de travail scandaleusement difficiles. Le quotidien d'une auxiliaire de vie, ce sont de longues journées de travail fatigantes où aux kilomètres de trajet en voiture s'ajoutent des efforts physiques répétés, notamment lorsqu'il faut soulever les patients. À Domidom à Caen, le rythme de travail est intense : les auxiliaires de vie s'occupent en moyenne de dix patients par jour, en travaillant un week-end sur deux avec seulement un jour de repos fixe par semaine. De plus, la direction leur demande souvent de dépanner en cas d'absence, qui par conséquent sont fréquentes à cause des mauvaises conditions de travail qui finissent par impacter la santé physique et mentale des salarié.e.s : les maladies professionnelles, les burn-out et les démissions sont fréquentes dans la profession. Mais surtout, la rémunération de leur profession ne suffit même pas pour subvenir correctement à leurs besoins de base : le salaire d'une auxiliaire de vie varie en moyenne entre 900 euros et le SMIC ! Et à ce salaire de misère il faut soustraire une partie du coût de l'essence pour les déplacements et le prix du repas le midi, n'ayant pas suffisamment de temps pour faire une vraie pause repas ! Une situation

d'autant plus insupportable dans la période actuelle d'inflation qui fait baisser le pouvoir d'achat de l'ensemble de la classe ouvrière, dégradant particulièrement les conditions de vie des femmes travailleuses qui sont encore plus mal payés. À l'inverse, le groupe Orpea qui est le numéro deux français des maisons de retraite et cliniques privées, dont fait partie Domidom, est scandaleusement riche : ils affichent un bénéfice de 1,181 milliard d'euros au 3ème trimestre 2022 et détiennent un patrimoine immobilier qui s'élève à pas moins de 7,4 milliards d'euros, plusieurs syndicats accusent le groupe de spéculation immobilière et d'évasion fiscale.

Alors que dans le domaine du soin, l'intérêt de l'être humain devrait être logiquement le plus important, pour la bourgeoisie il n'y en a qu'un qui prime : la recherche du profit à tout prix, et le secteur du soin à domicile n'échappe malheureusement pas aux griffes de ces charognards qui en font un business. Et comme dans n'importe quelle entreprise, la bourgeoisie tire son profit dans ce secteur en poussant au maximum l'exploitation de la force de travail des salarié.e.s, jusqu'à l'épuisement,

et en minimisant leurs dépenses au maximum en rognant sur les salaires et sur la qualité du service au patient.e.s.

La détermination inébranlable des auxiliaires de vie de Domidom dans la lutte doit ainsi inspirer l'ensemble de notre classe, elles nous envoient un puissant message : osons nous unir contre ceux qui nous divisent et nous exploitent ! Osons lutter ! Osons vaincre ! Car en s'unissant et en s'organisant entre prolétaires, nous avons non seulement le pouvoir d'arracher des victoires économiques au patronat, mais aussi celui de le faire tomber ! Nous devons prendre conscience de notre intérêt commun de classe, nous émanciper des illusions que portent les politiciens opportunistes de droite ou de gauche et nous organiser sur le long terme dans le combat révolutionnaire pour la prise du pouvoir ! C'est ce système criminel qui rend nos vies si difficiles, nous devons enlever des mains des capitalistes la propriété des organismes de soin qui font du profit sur le dos des salarié.e.s et des patient.e.s ! Nous

devons nous battre pour remplacer la dictature de la bourgeoisie par une véritable démocratie populaire, une société socialiste où nous pourrions enfin organiser le service du peuple dans le domaine du soin et de la santé avec la qualité et le respect qu'il mérite !



INTERNATIONAL

Mexique : manifestations en réponse à l'attaque d'un commandé armé sur des militants

Le 27 octobre, au Mexique, un commando armé a attaqué l'habitation d'Erick Sanchez, le dirigeant régional du mouvement populaire Soleil Rouge (Corriente del Pueblo – Sol Rojo) dans la zone de l'isthme de Tehuantepec. Il a été gravement

blessé, et son camarade, Jesus Manuel Garcia Martinez, surnommé « Chu Pau » a été tué. Ils ap-

partenaient tous les deux à la communauté de Santa Cruz Tagolava, qui résiste l'établissement d'un projet de corridor interocéanique dans leur région. Des manifestations spontanées contre ce crime ont eu lieu à Tehantepec et dans la ville de Oaxaca. Yolanda Ruiz, porte-parole du mouvement Soleil Rouge a

Des manifestations spontanées contre ce crime ont eu lieu à Tehantepec et dans la ville de Oaxaca.

déclaré : « *La criminalisation, la persécution politique, les disparitions forcées et le meurtre des opposants est une pratique quotidienne du régime. Depuis 2018, 136 camarades du mouvement populaire ont été assassinés dans ce pays, dont deux étaient des militants de notre organisation. Luis Armand [Fuentes Aquino] et Jesus Manuel [Garcia Martinez], deux communistes, deux défenseurs de leur pays deux opposants aux méga-projets impérialistes ; et en plus de cela, notre camarade Ernesto Sernas Garcia est porté disparu. Ce ne sont pas des cas isolés, mais une opération de contre-insurrection qui fait partie de la guerre contre le peuple* ».



Jeux de décembre



La maison d'édition Soleil Rouge veut rendre accessibles aux masses populaires leur histoire de classe, et la théorie révolutionnaire qui guide leurs luttes.

Plusieurs ouvrages sont disponibles à l'achat sur

editionsoleilrouge.com



Approfondir votre réflexion théorique, chercher des sources : des milliers de textes sont disponibles gratuitement sur la Bibliomarxiste :

bibliomarxiste.net

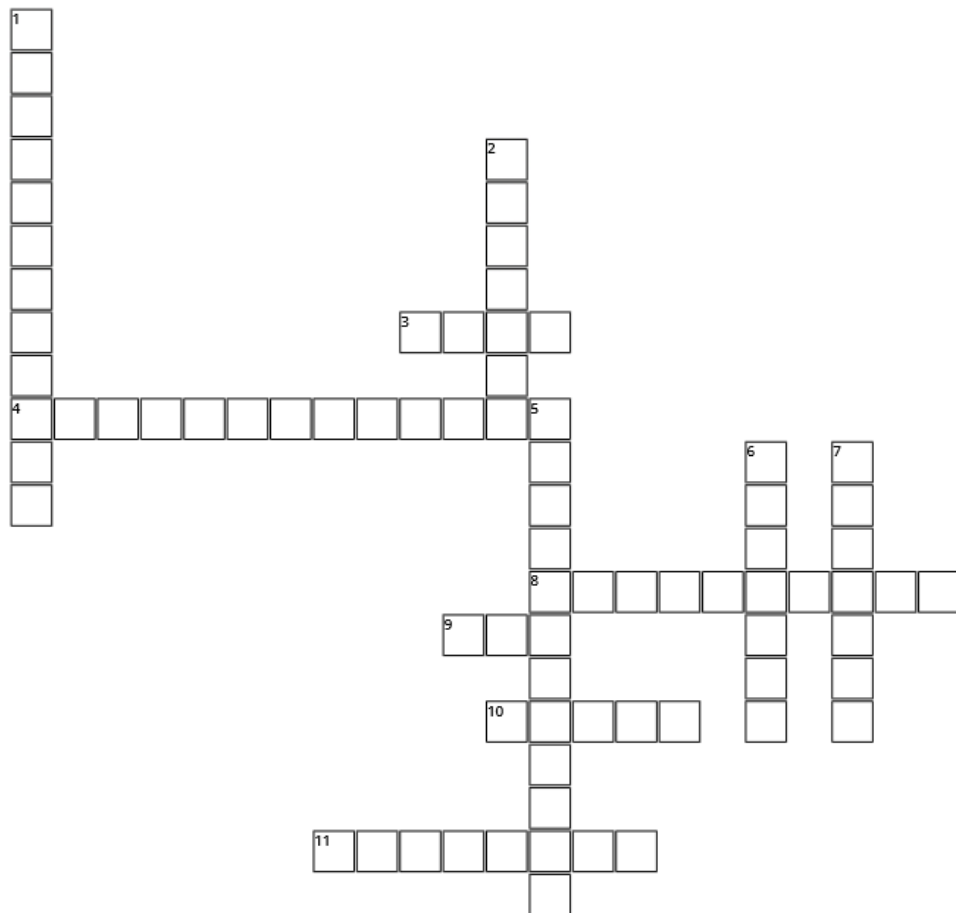
la Cause du peuple

Contactez-nous si vous souhaitez :

- ▶ Envoyer un article ou une production artistique
- ▶ Donner votre avis sur le numéro ou faire des propositions pour les prochains
- ▶ Diffuser le journal dans votre quartier

   @Cause_du_Peuple

Ensemble, créons enfin un Journal prolétaire, anti-impérialiste et révolutionnaire !



Horizontal

3. Pays d'Asie où se déroule depuis plusieurs mois des actions contre le gouvernement
4. Personnes qui profitent des superprofits tirés de l'exploitation du Tiers-Monde
8. Usine où le pétrole est transformé bloquée massivement en Octobre dernier
9. Abréviations de notre journal : la Cause du Peuple
10. Monopole français spécialisé dans l'énergie, a fait 16 milliard de dollars de profit en 2021
11. S'opposer par la force à l'oppression contraire de capituler

Vertical

1. Etat d'esprit de lutte, contraire à la passivité
2. Droit social menacé du par les réformes successives du gouvernement Macron
5. Profits des monopoles impérialistes dans leur exploitation du monde
6. Nom de la ministre de la transition écologique lié au numéro 2 du pétrole français
7. Média papier par lequel on transmet des idées, "organisateur collectif" selon Lénine

Solution du dernier numéro

Horizontal

1. Grève
4. CGT
6. BTP
7. ATSEM
8. Uberisation
10. Inflation

Vertical

1. Gonzalo
3. Education
5. Yemen
9. Sarkozy

Solutions au prochain numéro...